



© F. BLANC

UKRAINE : LES CONSÉQUENCES DU CONFLIT SE FONT DÉJÀ RESSENTIR

Des femmes, des hommes, des enfants meurent sous les bombes en Europe. Près de deux millions de personnes fuient la guerre sur les routes. En Russie, en Biélorussie les manifestants courageux contre la guerre et pour la paix sont arrêtés. Nous avons condamné fermement l'invasion en Ukraine décidée par le gouvernement russe. Il s'agit d'un acte de guerre, en violation de la souveraineté d'un pays, en violation des principes de la charte des Nations unies dont le préambule débute ainsi : *« Nous, peuples des Nations unies, résolus à préserver les générations futures du fléau de la guerre qui deux fois en l'espace d'une vie humaine a infligé à l'humanité d'indicibles souffrances, à proclamer à nouveau notre foi dans les droits fondamentaux de l'Homme, dans la dignité et la valeur de la personne humaine, dans l'égalité de droits des hommes et des femmes, [...] à favoriser le progrès social et instaurer de meilleures conditions de vie dans une liberté plus grande. »*

Dès le 24 février nous prenons part à une mobilisation à Bruxelles, puis le 26 février à Paris, place de la République. Avec le mouvement syndical européen et international, nous relayons également auprès des gouvernements et des institutions les attentes des syndicats ukrainiens. Un fonds de solidarité a été mis en place par la CES et la CSI (<https://petitions.ituc-csi.org/support-ukraine-fr>).

L'inquiétude gagne quant aux risques de propagation de ce conflit.

Ses conséquences se font déjà durement ressentir et, partout dans le monde, ce sont les populations, les moins favo-

risées plus encore, qui en souffriront, du fait de l'augmentation des prix, des difficultés d'approvisionnement en biens et alimentation essentiels.

En France, les syndicats étaient reçus par le Premier ministre, le mardi 8 mars, afin d'échanger sur cette situation et ses conséquences immédiates pour les salariés et les ménages. L'inflation, soutenue depuis cet été (alimentation, énergie et carburants), progresse à des niveaux impressionnants. Nous n'avons pu que déplorer que nous n'ayons pas été entendus lorsque, cet automne puis en janvier, nous en appelions à un

« coup de pouce » significatif sur le Smic et sur le point d'indice de la fonction publique. Cela n'aurait pas résolu complètement la situation mais aurait atténué le choc. Nous avons réitéré la nécessité de faire en sorte que ce ne soit pas les salariés, les ménages qui subissent le contrecoup des effets de la guerre et des sanctions économiques. Nous en avons appelé à ce que les emplois et salaires soient protégés. Une fois de plus, comme nous l'avons déjà mis en avant dans le contexte de

« Tout doit être fait pour que la guerre cesse, que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes soit rétabli et respecté, que la paix revienne, en Europe et partout dans le monde »!

la crise sanitaire, les profits réalisés, qui ont atteint des niveaux records ces derniers mois, doivent revenir à celles et ceux qui les produisent : aux travailleurs et aux ménages, pas aux dividendes! Des dispositions contraignantes et fiscales en ce sens sont indispensables! Nul ne doit profiter de la guerre! Il est indispensable que des dispositifs soient pris pour bloquer la hausse des prix sur les produits de consommation courante, sur l'énergie et les carburants.

Tout doit être fait pour que la guerre cesse, que le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes soit rétabli et respecté, que la paix revienne, en Europe et partout dans le monde.

Retrouvez l'actualité de Force Ouvrière sur Internet : www.force-ouvriere.fr